



Retraites : Tous mobilisé(e)s le 10 septembre

Page 4

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 961

5 septembre 2013

prix : 0,70 €



**Pierre Laurent
engage le PCF
sur tous les fronts**

Page 2

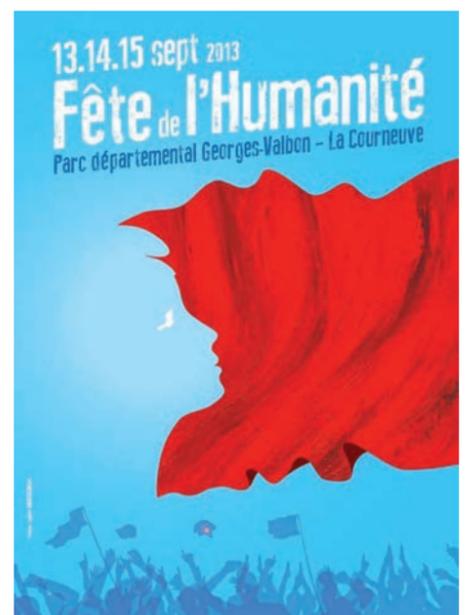
Chantiers navals



Été meurtrier pour la sous-traitance, lutte victorieuse contre les accords de compétitivité STX : NLA fait le point...

Page 3

Fête de l'Humanité



Page 4

Henri Alleg

Le militant communiste, le journaliste, l'écrivain.

Page 6

Rentrée scolaire

Le point de vue de Charles Beyer, Maire adjointe à l'éducation de Montoir-de-Bretagne

Page 7

Des images en boucle sur nos écrans voulaient préparer les opinions publiques. Peu ont été convaincus du bien fondé de frappes chirurgicales pour punir Damas. **Les manipulations pour justifier l'intervention en Irak ont laissé de mauvais souvenirs.** Sans preuves irréfutables, sans même attendre les résultats de l'enquête de l'ONU, les populations civiles risquaient d'en être les nouvelles victimes. Après le camouflet subi par Cameron au parlement anglais, l'objectif des « va-t-en guerre » de l'OTAN s'en trouve affaibli. **Désormais il est possible de peser pour bloquer cet élargissement du conflit qui ferait prendre le risque d'un engrenage régional, dont personne ne mesure les limites.** Les contours de cette opération, comme les buts de guerre, restent flous ou inavouables. Depuis l'Afghanistan, l'Irak, la Libye les interventions impérialistes des occidentaux, sous prétexte d'ingérences humanitaires n'ont cessé de servir les intérêts économiques privés et ceux des marchands de canons. **L'éclatement d'un nouvel Etat nation, pivot de l'équilibre régional est une perspective plausible, qui nous éloignerait des solutions politiques, d'une négociation favorisant la paix et la démocratie.**



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Jérôme TURMEAU



Les vacances terminées, les français petits et grands reprennent les chemins de l'école, du travail, ou de la galère qui, pour certains, n'aura cessé durant la trêve estivale. On voudrait nous faire croire d'ailleurs, à l'aube de ces temps nouveaux, que la situation économique et sociale change, que la crise est derrière nous, que tout ira désormais pour le mieux, que c'est une question temps !

En dehors de quelques indicateurs économiques, **la grande majorité de la population, elle, ne voit rien venir.** Il n'y a que les plus fortunés qui font leur beurre pendant la crise : le montant total de la fortune professionnelle des 500 personnalités les plus riches s'élève à 330 milliards d'euros, soit une hausse de + 25 % par rapport à 2012.

Cette injustice, l'austérité qui perdure, ce n'est pas exactement ce pourquoi les français avaient voté en 2012. Ils n'avaient pas voté non plus pour une réforme des retraites s'inscrivant dans la lignée de la réforme Sarkozy de 2010. En effet, quelle part de la jeunesse pourra, en 2035, prendre une retraite pleine et entière à 62 ans avec 43 années de cotisation, une marge infime et encore.

L'urgence en cette rentrée est donc de donner corps à une autre politique, de rassembler afin de créer les convergences nécessaires pour changer de cap et redonner espoir aux français(e)s

Dans ce contexte, les communistes seront mobilisés le 10 septembre prochain, et ils ne seront pas les seuls, à gauche, au côté du mouvement syndical pour réclamer d'autres mesures, plus favorables aux salariés. Même le Figaro reconnaissait les privilégiés de cette réforme en titrant : « La réforme des retraites pourrait ne rien coûter aux entreprises », et pour cause puisque elle s'inscrit dans le dogme de la compétitivité et de la réduction du coût du travail.

L'urgence en cette rentrée est donc de donner corps à une autre politique, de rassembler afin de créer les convergences nécessaires pour changer de cap et redonner espoir aux français(e)s, sur les salaires, le pouvoir d'achat, les retraites, le travail...

En ce sens la fête de l'humanité qui se déroulera du 13 au 15 septembre sera le forum de toute la gauche, de toutes les forces sociales et syndicales progressistes pour élaborer les idées neuves pour demain et pour construire ce changement que les Français attendent.

Pierre Laurent engage le PCF sur tous les Fronts



Cela n'aura pas échappé au journaliste de Libération auquel le secrétaire national accordait une importante interview le 21 Août : « *Cet été, votre parti n'a pas lâché l'exécutif* ». Et c'est avec une volonté de mobilisation offensive plus grande encore que le PCF aborde le retour des congés estivaux, des universités d'été à la fête de l'Humanité avec au cœur des débats, les retraites, la Syrie et la mobilisation de la gauche. « **La gauche doit avoir un autre choix de société que la droite qui s'est attaquée à notre niveau de protection sociale.** » rappelle Pierre Laurent qui avait indiqué en juillet à François Hollande la « **vigilance totale** » des communistes sur le dossier des retraites. Dès la rentrée parlementaire les communistes déposeront une proposition de loi de financement des retraites.

Sur la situation en Syrie Pierre Laurent a demandé solennellement au gouvernement de ne pas se joindre à l'escalade de la violence et à ne pas engager le pays sans consultation de la représentation nationale. Dans les débats qui traversent la gauche, le secrétaire national du PCF précise « *Pour moi, les maîtres mots doivent être « mobilisation citoyenne », « rassemblement » et « construction ».* Face aux échecs et au dégoût de la politique qui menace, nous devons aider au rassem-

blement sur des solutions de gauche. Pour convaincre, nous ne devons pas confondre la colère et la radicalité nécessaire avec la provocation et l'invective. » Quelques mots qui auront provoqué la colère de Jean-Luc Mélenchon dans une polémique ravissant les commentateurs politiques trop heureux de se focaliser sur un couac au Front de Gauche. Pour Pierre Laurent le Front de gauche est « *une construction politique inscrite dans la durée. Elle est traversée de débats, mais la nécessité d'une alternative aux politiques d'austérité est plus forte. Vous le verrez aux européennes. Nous travaillerons à un non massif à l'austérité et à un oui tout aussi massif à une Europe de solidarité.* »

Et le secrétaire national du PCF de conclure lors de son discours de clôture aux universités d'été du PCF : « **On nous somme de nous expliquer, de choisir. Le Front de gauche ou rassemblement de la gauche et bien nous, nous voulons tout ! Nous voulons le Front de gauche, nous voulons changer la gauche pour la rassembler et nous voulons changer la vie des Français.** » La mobilisation intersyndicale du 10 Septembre et la fête de l'Humanité les 14 et 15 Septembre doivent permettre de donner corps à la rentrée sociale et politique offensive que souhaitent les communistes.

De vous à moi

Moscovici aux patrons... « ça Gattaz pour moi ! ». On allait voir ce qu'on allait voir sur le campus HEC de Jouy-en-Josas où se déroulait l'Université d'été du Medef rassemblant 2500 chefs d'entreprises chauffés à blanc, venus pour bouffer du ministre socialo. Sur France-Inter l'un d'eux confiait, ému et encore tout retourné : « **J'étais venu pour le siffler...et finalement à la fin de son intervention (ndlr : celle du ministre de l'économie) je me suis surpris à l'applaudir** ». Faut dire que le ministre a su trouver les mots et leur servir la soupe qu'ils attendaient : « **La hausse des cotisations patronales consécutive à la réforme des retraites sera intégralement compensée par une baisse des cotisations famille dès 2014 et pour l'intégralité du mandat** », manière d'illustrer son slogan estival du « **ras-le-bol fiscal** ». Le patron des patrons a apprécié : « **Là-dessus, je vous dis bravo** ».

Vous voyez camarades et ami(e)s, c'est ça une politique de collaboration de classe...

En bref

Les BRICS (NLA n° 960) dans le viseur des spéculateurs :

L'Inde, l'Indonésie, la Turquie, l'Afrique du sud et le Brésil, sont au cœur d'une tempête financière. La politique monétaire américaine moins généreuse, la diminution de la demande des économies occidentales en crise et le conflit régional Syrien, en sont les déclencheurs. La fuite de capitaux déprécie leur monnaie, renchérissant dangereusement le prix des produits importés qui alimentent l'inflation intérieure. Les spéculateurs rapatrient leurs capitaux vers les Etats-Unis, dont ils jugent l'économie plus porteuse. Cette question sera à l'ordre du jour du G20 de Saint-Petersbourg les 5 et 6 septembre.

«Grosses fatigues » dans la zone euro :

Les pays sous «assistance» pourraient augurer de nouvelles nuits blanches pour les dirigeants européens. Les créanciers de la Grèce exigent qu'elle congédie 12500 fonctionnaires d'ici la fin septembre avant de nouvelles aides en octobre. Au Portugal, la coalition de centre droit ne tient qu'à un fil. Les exigences de la troïka (U.E-FMI-BCE) ont conduit le pays dans l'impasse et le taux de chômage est si élevé que la jeunesse émigre vers le Brésil. L'Espagne est dans une position à peine plus confortable... Les politiques libérales d'austérité accentuent la fragmentation de la zone euro et fragilisent les Etats par des tensions politiques alimentées par des années de dépression économique.



« Quel ennui, la crise est finie ! » :

D'après un chroniqueur du quotidien Le Monde... Il suffit de 0,3 % de croissance du PIB dans la zone euro au deuxième trimestre pour clamer l'arrivée de la reprise : 0,7 en Allemagne, 0,5 en France ! Rappelons à ces bonimenteurs que sans un minimum de 2,5 à 3% de croissance annuelle, il est vain d'espérer venir à bout du chômage de masse généré par l'austérité. Or il y a plus de 26 millions de chômeurs dans les 27 pays de l'U.E, dont 5 millions en France ! En réalité la croissance est grippée et la zone euro est au cœur de la crise. Il faut changer de cap et relancer la croissance. En attendant... le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot nous fait rêver à 2025 pour mieux oublier les réalités de 2013 !

Défendre les autoroutes de la mer face à la cour des comptes de l'Union européenne.

Inaugurée le 9 septembre 2010 « l'autoroute de la mer » entre Gijón et Montoir-de-Bretagne a été la première à voir le jour entre l'Espagne et la France. Ce service maritime a pour objectif d'alléger le trafic routier de poids lourds en le transférant sur le train ou les bateaux. **Ce programme Marco Polo ouvre des perspectives logistiques, économiques et environnementales.** En 2012 ce sont 20.000 camions, 50.000 passagers (99 euros pour deux avec la voiture) avec un taux de remplissage de 72 % attestent que le marché existe. Mais sans des subventions, notamment européennes, la concurrence de la route reste forte. La cour des comptes européenne institution supranationale, conteste aujourd'hui l'efficacité du projet et veut **arrêter les aides en Septembre 2014.** Alors que le Norman Asturias commence à transporter une partie de l'acier destiné à réaliser le plus grand paquebot du monde qui sortira du chantier STX en Mai 2016 ! Les maires de l'Arc Atlantique conteste cet avis. Tout au contraire il faut mettre en chantier un second navire... à Saint-Nazaire.



En Loire-Atlantique

3

Été meurtrier pour la navale

BS Vision, SMCO/SNCM, Chantier Baudet, l'hémorragie continue pour les sous-traitants de la navale. Avec la liquidation judiciaire prononcée début Août pour les Chantier Baudet, c'est une entreprise centenaire et un savoir faire considérable qui disparaît. Depuis plusieurs années, l'entreprise et ses salariés vivaient dans la crainte du lendemain. Malgré le soutien du conseil régional qui avait mobilisé un dispositif d'aide économique et racheté les murs de l'entreprise, la place bancaire s'est montrée défaillante, ne permettant pas au chantiers de développer son activité. Mais la responsabilité de STX n'en est pas moins grande. « A chaque rencontre, les sous-traitants nous indiquent leur difficultés à suivre les réductions de coûts imposés par STX. Cela ne peut plus durer. Il est urgent que l'Etat s'engage afin que STX prenne ses responsabilités sociales et économiques ».

Dès lors une question se pose, brûlante, urgente, incontournable : Combien de temps l'Etat actionnaire peut-il accepter de suivre les stratégies patronales imposées par la direction de



STX et laisser se dégrader du même coup l'emploi à Saint-Nazaire et la filière navale dans son ensemble ?

C'est d'autant plus vrai que la direction s'obstine dans la stratégie de monoproduction de paquebot : En Août, STX indiquait en effet refuser de répondre pleinement à l'appel d'offre pour la commande des navires fluviaux Viking Cruise. Alors qu'il manque 20 millions d'heures de travail pour assurer l'emploi chez STX et les sous traitants dans les années à venir, la diversification des commandes de navire représentent pourtant la seule option viable.

C'est tout le sens du Front syndical et politique qu'ont engagé plusieurs syndicats appuyés par les élus communistes de Bastia à Saint-Nazaire pour garantir l'avenir de la SNCM et permettre des commandes de Cars Ferrys pour Saint-Nazaire.

Après un été marqué par de très mauvaises nouvelles, il y a besoin d'un sursaut industriel pour la construction navale. Il est plus que jamais urgent !

Ils ont dit



Roger David
Conseiller général

STX aurait l'intention de laisser construire les coques et la propulsion de 5 navires fluviaux destinés à des croisières sur la Seine par un chantier d'outre Rhin et de terminer leurs aménagements en France avec l'aide des entreprises du groupe Neopolia. Ces 5 unités représen-

tent pourtant une charge intéressante pour le chantier et l'ensemble du bassin d'emploi. Les prétextes invoqués par la direction de STX : le manque de place, les problèmes de compétitivité et de compétences dans ce type de navires. C'est vrai qu'avec des effectifs qui ont fondu de 5000 à 2000 salariés en 10 ans et des pertes de compétences dans les mêmes proportions répondre à un surcroît de charge momentanée pose quelques problèmes. Ces faux prétextes cachent une réelle volonté de rester uniquement sur le créneau des paquebots de luxe, générant plus de valeur ajoutée et de profits. Dans une situation de sous emploi inédite, cette politique du tout ou rien démontre s'il le fallait encore le peu d'empressement de la direction STX de se positionner sur de nouveaux créneaux. De telles décisions fragilisent ou pires signent l'arrêt de mort de petites et moyennes entreprises, comme nous le constatons avec la récente décision concernant les ateliers Baudet. L'Etat est actionnaire pour 1/3 dans STX France, tout un chacun peut s'interroger sur son positionnement et son action dans cette affaire? Les mêmes questions s'adressent aux élus nationaux et locaux qui soutiennent la politique gouvernementale? Pour ma part, **je considère qu'il est nécessaire et urgent de mettre sur pied une véritable politique des transports qui prenne en compte tous les aspects économiques, sociaux, environnementaux de nos besoins en transports maritimes, fluviaux avec leurs liaisons fer et routes nécessaires aux déplacements des personnes et des biens.** Dans l'immédiat la direction STX doit conclure la commande des 5 unités fluviales et mettre en place les moyens nécessaires avec son chantier de Lorient pour leur réalisation. Elle doit aussi prendre les commandes des ferries SNCM. Ces 2 commandes seront une bonne solution pour les personnels des ateliers Baudet qui pourront ainsi être intégrés aux effectifs STX.

Pour la CGT NAVALE

Joël Cadoret
Secrétaire Général Cgt
ouvriers des Chantiers de l'Atlantique.

Compétitivité : La mobilisation des salariés met la Direction en échec :

Trop souvent le laboratoire de la casse sociale, la lutte a enfin payé aux Chantiers STX.

Après plusieurs mois de luttes, la mobilisation des salariés des Chantiers STX a permis le retrait d'un projet d'accord sur la compétitivité ; c'est incontestablement une victoire d'ampleur nationale !

Dans cette période où les enjeux sociaux sont importants, la lutte des salariés démontre bien qu'il n'y a pas de fatalité.

C'est une grande victoire contre la régression sociale tant rêvée par le patronat.

Le gouvernement, le MEDEF qui entendaient retranscrire cet accord « l'ANI » avec tous les aspects nocifs qu'il comporte aux Chantiers sont en échec.

Des commandes de navires, c'est URGENT !

Pour la CGT, il faut une politique industrielle ambitieuse s'articulant autour du progrès social, c'est de cela dont les salariés ont besoin.

Développer l'emploi aux Chantiers passe par de nouvelles commandes au service des femmes et hommes.

Le récent refus de la Direction des Chantiers STX à prendre commandes des navires fluviaux pour la Seine est scandaleux !

Nous sommes véritablement face à une Direction qui s'engage à la casse de nos emplois, de notre industrie.

Les fermetures successives des Sous-traitants locaux à l'image des chantiers Baudet mettent en danger la pérennité même du dernier grand chantier de construction navale civile français.

Des commandes sont possibles, la CGT revendique depuis plusieurs mois les commandes des ferries pour la SNCM, L'état actionnaire et STX doivent prendre leurs responsabilités sur ce dossier d'intérêt national.

Avec les salariés, la CGT poursuivra son combat pour défendre l'avenir de notre Chantier.



Vite lu vite dit

Une première mondiale à Montoir : Mercredi 7 août dernier la société Elengy (filiale de GDF Suez) a réalisé un transbordement de gaz naturel liquéfié entre deux méthaniers de grande capacité. **En provenance du Libéria le premier a livré directement sa cargaison à un second navire en partance pour l'Amérique du Sud.** Le terminal de Montoir est protégé de la houle et présente un niveau réduit de brumes. **Des conditions idéales pour capter ce nouveau trafic estimé à 5 millions de tonnes de gaz par an.**

Un demi porte-hélicoptères en manœuvre sur la Loire :

Le BPC (bâtiment de projection et de commandement) a effectué une manœuvre de retournement, escorté de quatre remorqueurs. La proue du *Vladivostok* partie avant du navire russe en construction au chantier naval STX, est désormais tournée vers l'intérieur des terres.

Objectif : faciliter la jonction avec la partie arrière arrivée de Saint-Petersbourg,



Les pieds du nouveau portique STX livrés par mer :

Le cargo Daniella vient d'arriver de Chine, avec à son bord des éléments du futur très grand portique. Les pieds ont été réalisés dans au chantier Chinois à Dalian. **La poutre centrale sera fabriquée à Saint-Nazaire.** L'arrivée du deuxième pied ce 30 août va permettre l'assemblage définitif (**90 m de haut pour une capacité de levage de 1400 t**) pour une mise en service au premier trimestre 2014, correspondant au début de l'assemblage de l'Oasis.

L'ancien portique mis en service en 1968, capable de lever des blocs de 750 tonnes pourrait encore être utilisé pendant 15 à 20 ans. Son fabricant, l'allemand Krupp pourrait se porter acquéreur.



Faut pas bon mourir... jamais :

A la fermeture des chantiers Baudet et après l'annonce qu'STX laissait s'échapper la commande de 5 navires fluviaux un Billet d'humeur dans Ouest-France déplorait le silence politique autour de ces dossiers. C'était, tout de même sans compter le communiqué de presse de Roger David (voir ci-contre).

GRANDE CAMPAGNE
NATIONALE D'ABONNEMENTS

1 MOIS 10€

Offre découverte 1 mois
à l'Humanité des débats du vendredi
+ l'Humanité Dimanche
pour 10 euros seulement !

1 MOIS 10€

BULLETIN D'ABONNEMENT

Parrainé(e) par _____

Date _____

Coordonnées de l'abonné(e)

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Ville _____

Tél. _____

Port. _____

Courriel _____

Date de mise en service _____

Retourner à l'Humanité - Direction des Abonnements - Immeuble Calligae - 5 rue Pleyel - 93528 SAINT-DENIS CEDEX

Validé en juin 2013

Faites découvrir l'humanité

A l'occasion de la Fête de l'Humanité, faites découvrir le journal. L'Humanité lance une offre découverte d'un mois ! Pour 10 €, vous-même ou un de vos proches pourra recevoir l'humanité des débats du vendredi et l'Humanité Dimanche. Ces bulletins découverte sont disponibles à la fédération de Loire-Atlantique du PCF

Fête de l'Humanité 2013

4

Soutenez l'Humanité

La fête de l'humanité c'est aussi, et surtout, la fête du journal de l'Humanité.

Plus qu'un simple billet d'entrée à la fête la vignette est un bon de soutien au journal L'Humanité qui quotidiennement, ou hebdomadairement pour l'Humanité Dimanche, donne un autre éclairage sur l'actualité et donne à voir les luttes qui dans les autres médias sont passées sous silence.

Soutenez l'humanité prenez vos vignettes, offrez-en autour de vous à vos amis, vos collègues.

La vignettes donnent accès à la fête pour trois jours elles sont disponibles à la fédération de Loire-Atlantique pour 21€ (30€ dans les points de vente commerciaux, 32€ sur place).



Pour vous procurer les vignettes : PCF 44 : 41 rue des Olivettes, 44000 Nantes. 02.40.35.03.



Se rendre sur la fête

Rien de plus simple que de se rendre sur la fête, un car est à votre disposition :

Départ :

Le samedi 14 septembre :

- St-Nazaire : 01h00, devant la section - 18 rue des Halles
- Nantes : 02h00, devant la fédération - 41 rue des Olivettes

Retour :

Le dimanche 15 septembre :

19h00, Rendez-vous au Stand Fédéral
Les places sont à réserver auprès de la fédération de Loire-Atlantique au :
02.40.35.03.00

50€ l'aller et le retour (possibilité de réserver soit un aller ou un retour pour 25€).

GRATUIT pour toute personne travaillant sur le stand

Tous à la Courneuve pour changer de cap

Les 13, 14 et 15 septembre prochains aura lieu la fête de l'humanité, une fête qui cette année encore sera le grand rassemblement populaire de ceux qui

ne veulent pas renoncer et qui s'imposera comme l'événement politique et culturel de la rentrée.

Une fête qui s'adressera à toute celles et à tous ceux qui dans leur diversité veulent élaborer un projet, des propositions nouvelles hors des sentiers balisés par les grandes instances européennes et mondiales qui elles, voudraient bien voir mettre en pièce le système social et les services publics tels que nous les connaissons en France.

Les divers débats sur la fête vont de ce point de vue être des laboratoires de réflexion ouverts où vont se retrouver toute la jeunesse, toutes les forces militantes, politiques et syndicales, l'occasion également de prolonger ceux entamés le 16 juin dernier entre les forces de gauche lors des assises pour changer de cap.

Le directeur de l'Humanité, Patrick Le Hyaric, assure que cette fête sera « *le lieu de convergence de plusieurs combats* ».

La Table de l'Atlantique fait peau neuve

Pour cette édition 2013, le stand de la fédération de Loire-Atlantique du PCF vous réserve quelques surprises et nouveautés, Pedro Maia, responsable du stand nous en dit plus sur cette nouvelle édition.



« La fête de l'Huma sera un événement politique et culturel majeur en cette rentrée 2013. Quelques jours après la mobilisation du 10 septembre contre le projet de réforme des retraites, des dizaines de milliers de progressistes vont se retrouver pour débattre et confronter les idées à gauche, rassembler celles et ceux qui veulent un changement de cap, construire des perspectives politiques en phase avec les aspirations populaires. C'est avec détermination, combativité et responsabilité que les communistes préparent la plus grande fête populaire de France, une fête qui est un espace de rayonnement pour notre parti, une marque de fabrique, un lieu où des centaines de nouvelles et nouveaux adhérent(e)s donnent un sens à leur engagement politique en rejoignant le Parti communiste français. Plus de 80 adhérent(e)s feront dans la bonne humeur vivre le stand de la fédération de Loire-Atlantique. Les premiers militant(e)s partiront dès le lundi 9 pour monter le stand afin que celui-ci puisse dès le jeudi midi être opérationnel. Comme chaque année, tout est mis en place pour que la qualité et les

conditions de vie des militant(e)s sur le stand soient optimales : hébergement, sanitaires, restauration et savoir vivre ensemble. Notre stand a acquis depuis de nombreuses années une notoriété importante. La qualité de ses produits, fruits de mer et poissons, le travail militant apprécié, et les rendez-vous politiques qu'il accueille sont un ensemble qui rend attractif la Table de l'Atlantique, son restaurant et son bar à Huîtres. Parcouru par plus de 2000 personnes chaque année, le stand peut s'enorgueillir de proposer aux fins gourmets, à des prix raisonnables, quelques délices de la mer, de qualité et en quantité : 25 000 huîtres, 9000 langoustines, 500 demi crabes, palourdes, bigorneaux, crevettes, bulots, moules, soles, maquereaux... sans oublier le bon millier de bouteilles de muscadet et gros-plant pour accompagner tout cela. Quelques nouveautés cette année : sa nouvelle façade, en couleur, qui met en avant des fleurons industriels du département, les Chantiers navals et Airbus ainsi que notre patrimoine historique et naturel. Autres nouveautés, le nouveau logo de « la Table de l'Atlantique » et quelques innovations que nous vous laisserons découvrir. Attention tout de même, le plan de la fête a changé et cette année nous serons installés avenue Woody GUTHRIE ».

A ne pas manquer sur la fête

Vendredi 13

-Quelles convergences construire entre le mouvement syndical et le mouvement politique de transformation sociale ?
17h - Agora

-Soirée « Libérez Marwan Barghouti »
19h30 - Village du Monde

Samedi 14

-Forum pour une autre réforme des retraites.
16h - Agora
-« Transition énergétique, de quoi parle-t-on ? »

Samedi 14 - 16h30 - Forum Social



Parmi ces combats nous avons bien entendu en tête celui de la rentrée pour préserver et améliorer notre système de retraite par

répartition - déjà bien malmené sous l'ère Sarkozy.

La fête c'est aussi le rendez-vous des solidarités, c'est un tour du monde, un tour de France des luttes et des nouveaux espoirs à créer. Quels solidarités avec les peuples du monde arabe, quels avenir pour la jeunesse latino-américaine, quels combats engagés pour la Palestine ? Autant de questions qui seront soulevées tout au long du week-end.

Outre les débats, la convivialité, les solidarités, la fraternité, la fête sera cette année encore un grand événement culturel avec une affiche impressionnante : du rock, du jazz, de la variété, de l'humour...

Nous ne pouvons que vous inviter, en cette rentrée, à prendre une dose de convivialité et à participer de cette fête, de ce lieu de bouillonnement d'idée et de rencontre pour nourrir les convergences, les avancés de demain et l'exigence d'un changement de cap à gauche... tous à la fête.



conditions de vie des militant(e)s sur le stand soient optimales : hébergement, sanitaires, restauration et savoir vivre ensemble. Notre stand a acquis depuis de nombreuses années une notoriété importante. La qualité de ses produits, fruits de mer et poissons, le travail militant apprécié, et les rendez-vous politiques qu'il accueille sont un ensemble qui rend attractif la Table de l'Atlantique, son restaurant et son bar à Huîtres. Parcouru par plus de 2000 personnes chaque année, le stand peut s'enorgueillir de proposer aux fins gourmets, à des prix raisonnables, quelques délices de la mer, de qualité et en quantité : 25 000 huîtres, 9000 langoustines, 500 demi crabes, palourdes, bigorneaux, crevettes, bulots, moules, soles, maquereaux... sans oublier le bon millier de bouteilles de muscadet et gros-plant pour accompagner tout cela. Quelques nouveautés cette année : sa nouvelle façade, en couleur, qui met en avant des fleurons industriels du département, les Chantiers navals et Airbus ainsi que notre patrimoine historique et naturel. Autres nouveautés, le nouveau logo de « la Table de l'Atlantique » et quelques innovations que nous vous laisserons découvrir. Attention tout de même, le plan de la fête a changé et cette année nous serons installés avenue Woody GUTHRIE ».

-Syrie : Comment sortir de l'impasse ?

17h - Village du Monde
-Pierre Laurent face à la presse.
18h - Agora

Dimanche 15

-« Retraite - Protection Sociale »
13h30 - Forum Social, (avec : Eric Aubin, Cgt)
-Le marché transatlantique contre le modèle social français et la construction d'une Europe sociale .
14h - Agora
-Quel projet pour la nation ? Quel projet pour l'Europe ? Quel projet commun ?
15h - Agora

Les 500 premières fortunes de France se sont enrichies de 25% en un an, selon le classement annuel de «Challenges», avec une fortune cumulée record de 330 milliards d'euros, qui a quadruplé en une décennie et représente 16% du produit intérieur brut du pays.

Les dix premiers du classement ont vu leur fortune croître de 30 milliards en douze mois, à 135 milliards (40% du total). En tête de liste, Bernard Arnault avec 24,3 milliards, Liliane Bettencourt, 23,2 milliards, Gérard Mulliez (Auchan), avec 19 milliards, suivi de Bertrand Puech (Hermès) à 17,4 milliards. Puis Dassault, Pinault, Bolloré...

- Place du Commerce à NANTES
- Place de l'Amérique Latine à SAINT NAZAIRE
- Place de la mairie à CHATEAUBRIANT
- Station Esso à ANCENIS

A l'appel de FO, CGT, FSU, Solidaires, UNEF et Syndicat Etudiant de Nantes

Le social au cœur

5

Rien de plus urgent que l'action le 10 septembre

Dès l'annonce gouvernementale de nouvelles mesures sur les retraites, l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires annonçait le 8 juillet, dans un communiqué commun, son appel à une journée nationale d'action interprofessionnelle le 10 septembre 2013. En effet, les premières déclarations s'appuyant sur le rapport Moreau, ainsi que le calendrier imposé très serré avaient de quoi inquiéter : allongement de la durée de cotisation, opposition public/privé, sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes... Le gouvernement reste dans la même logique que la réforme Fillon et en prolonge les effets. Devant le mécontentement grandissant, le 1^{er} Ministre essaie de rassurer par tous les moyens, et renonce pour l'heure à augmenter la CSG. Mais le fond demeure : les axes présentés lundi 26/8 aux syndicats restent dans la logique du recul social. Aussi, le 30 août à Nantes, FO, CGT, FSU, Solidaires, UNEF et Syndicat Etudiant de Nantes ont redonné, en conférence de presse commune, les raisons de se mobiliser le 10 septembre.

Tous rappellent que la retraite n'est pas un cadeau ou un assistantat, mais bien un **salaire continué** . Les pensions doivent donc être financées par les richesses issues du travail et non pas l'impôt des ménages.

Une réforme injuste pour les jeunes. Dans un contexte où actuellement, l'accès à un emploi stable se fait en moyenne à 29 ans, l'allongement de la durée de cotisation, déjà engagé, fixe des conditions inaccessibles. Le rachat des années d'études n'est qu'un effet d'annonce, car il existe déjà, revient très cher à des jeunes débutant leur vie active et serait limité à 4 trimestres validables. Avec la prime annoncée de 1000 euros par unité, le coût d'un rachat de trimestre serait dorénavant compris entre 500 et 1500 euros... (D'ailleurs qui paiera la prime de 1000 euros ?) Il faut au contraire valider d'office les trimestres d'étude et stages. A souligner d'ailleurs que le gouvernement n'a pas cru bon de consulter les organisations représentatives des jeunes ! On décide de leur avenir dans leur dos.

L'argument de l'allongement d'espérance de vie ne tient pas. L'espérance de vie est de 79 ans pour les hommes et de 83 pour les femmes, MAIS elle est respectivement de 61,5 et de 63 en bonne santé !

En fait, ce qui est visé, c'est une **baisse du niveau des retraites** . Personne ne pourra atteindre les 43 annuités annoncées pour 2035 ! Cela contribuera à baisser le montant des pensions, avec notamment le système de décote, s'ajoutant aux annuités manquantes (5% par annuité manquante) Un repère : actuellement, la durée moyenne validée est de 37,7 annuités...

Il faut rompre avec les politiques d'austérité. Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources, en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois. Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le SMIC. 5 millions de privés d'emploi, c'est autant de cotisations en moins pour les régimes de retraite. Urgent aussi de taxer le capital et de cesser les exonérations (voir ci-dessous)

Oui le 10 septembre : **rien de plus urgent que faire grève et manifester**, pour ne pas laisser les propositions du MEDEF faire la loi et imposer d'autres choix au gouvernement.

Intersyndicale
du 44
30 août 2013



Autrement est possible

Rappel : 100 000 chômeurs en moins = 1,5 milliards d'euros de recettes nouvelles, 1 % de masse salariale en plus = 2 milliards d'euros de recettes nouvelles pour la sécurité sociale, 1 point de croissance du PIB = 2 milliards de ressources supplémentaires pour la sécu dont 1/3 pour les retraites. Et nombreux sont les arguments et idées pour un financement plus juste et pérenne, dans le monde syndical, mais aussi politique.

Plus de 3000 responsables et **adhérents du PS** ont signé une pétition contre tout nouveau recul, et déclarent : « La réforme du financement de la protection sociale ne doit pas être centrée sur la baisse du coût du travail mais sur des modalités de financement plus juste, dans le cadre d'une réforme d'ensemble des prélèvements fiscaux et sociaux »

Les parlementaires FDG quant à eux sont prêts à la bataille législative. Ce d'autant que leur projet de loi déposé en juillet 2010 lors de la réforme Fillon reste valide à tous points de vue, notamment sur les solutions alternatives.

Des mesures tout à fait possibles : Supprimer les exonérations de cotisations sociales = près de 30 milliards d'euros par an, atteindre l'égalité salariale femme/homme permettrait d'augmenter les ressources de 10 milliards d'euros aux horizons 2020, assoir l'assiette des cotisations sociales sur l'ensemble des rémunérations (primes, intéressement, participation ...), créer une contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises, au même taux que les cotisations assises sur le travail : sur une base de revenus financiers de 317,9 milliards d'euros en 2010, cela apporterait 41,645 milliards pour la maladie (13,1%), 26,386 milliards pour la retraite (8,3%), 17,167 milliards pour la famille (5,4%)... Autant de propositions répondant aux aspirations des salariés, à la situation économique et sociale et permettant un financement pérenne du système.

Plus d'infos : <http://www.pcf.fr/31772>



Fonctionnaires privilégiés ?

Dans un très bon 4 pages de rentrée, la Cgt des services publics appellent les agents à se mobiliser en force le 10. Et tord le cou aux mensonges martelés.

Les pensions des fonctionnaires sont comparables à celles de l'ensemble des salariés, avec une moyenne de 1227 euros dans la territoriale en 2011 (tous régimes = 1 301 euros).

Le régime général ne paie pas pour les régimes spéciaux. Ceux-ci sont financés par les cotisations des salariés et entreprises concernés. Par contre leur caisse de retraite compense d'autres caisses. Le système de compensation inter-régimes déséquilibre sa trésorerie, et devrait être plus transparent et solidaire.

Le **niveau des pensions** baisse régulièrement. Entre 2000 et mars 2013, le point d'indice a perdu 12,9 % par rapport à l'inflation, et depuis 2010 que s'applique le gel du point d'indice, c'est 4,9 % de perte de pouvoir d'achat que les fonctionnaires et les fonctionnaires retraité-e-s subissent. Et une grande partie des primes ne rentrent pas dans le calcul des pensions !

Pourquoi ce **calcul sur les 6 derniers mois** pour les fonctionnaires et de 25 ans dans le privé ? Les fonctionnaires ont une carrière linéaire et les plus gros traitements sont en fin de carrière. Si on utilisait les 6 derniers mois pour calculer les pensions des salariés du privé, les conséquences en seraient catastrophiques pour beaucoup, (un salarié sur deux est en dehors de l'emploi au moment de la retraite). C'est pourquoi la référence du privé est « les meilleures années » et non « les dernières années ». D'ailleurs, pour baisser les retraites du privé, la référence est passée des 10 aux 25 meilleures années. De plus si les fonctionnaires ont une carrière ascendante, ils ne négocient pas leur salaire par entreprise ou branche puisqu'ils suivent une grille indiciaire commune à toute la fonction publique. Le calcul sur les 6 derniers mois est donc l'équivalent du calcul sur les 10 meilleures années dans le privé.

En bref

Retraite Repères historiques

1946 Le Plan français de Sécurité sociale prévu par le CNR et mis en œuvre par Ambroise Croizat visait « à assurer à tous les citoyens les moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail »

26 mars 1982 : ordonnance qui fixe l'âge de la retraite à taux plein à 60 ans (au lieu de 65) pour les assurés ayant cotisé 150 trimestres (37,5 annuités), dans un contexte où l'espérance de vie en bonne santé a considérablement augmenté.

1991 : Sous Rocard, le Livre blanc sur les retraites marque un tournant et ouvre la voie aux réformes menées à partir de 1993.

1993 : la réforme Balladur concerne exclusivement le régime général et les alignés (agricoles, artisans ...). La loi du 22 juillet 1993 augmente le nombre d'années de cotisation pour une retraite à taux plein (40 ans -160 trimestres- au lieu de 37,5 ans), invente la décote, instaure les 25 meilleures années au lieu de 10. Elle désindexe les pensions du salaire moyen.

1995 : Juppé tente de s'attaquer aux régimes spéciaux et fonctionnaires « sous prétexte d'égalité avec le privé ». Il tombe sur un formidable mouvement social, l'obligeant à reculer et préparant même le retour de la gauche de 1997.

2003 : réforme Fillon. La loi du 21 août 2003 concerne tous régimes sauf les spéciaux : allongement progressif de la durée de cotisation pour le taux plein. De 2004 à 2008, alignement de la durée d'assurance des fonctionnaires sur le régime général (passage de 37,5 ans à 40 ans). De 2009 à 2012, allongement de la durée d'assurance d'un trimestre/an, aboutissant à 41 ans en 2012, modulé à la marge pour les carrières longues. Elle crée la « surcote » et la possibilité de rachats de certaines périodes. Elle instaure des RDV quadriennaux pour fixer les durées d'assurance d'après l'évolution de l'espérance de vie. L'indexation sur les prix est inscrite comme règle permanente dans le Code de la Sécurité sociale.

2008 : alignement des régimes spéciaux (EDF, GDF, SNCF, RATP...) sur les 40 ans de cotisation, la décote et l'indexation des pensions sur les prix.

2010 : La loi du 10 novembre 2010, adoptée dans le cadre d'un processus législatif accéléré, augmente la durée d'activité en reculant les bornes d'âge de départ de 2 ans. Elle instaure des mesures restrictives pour les fonctions publiques (retraites anticipées pour enfants supprimées, cotisations augmentées, minimum sous conditions, traitement continué supprimé, CPA supprimée), maintient les départs anticipés pour carrières longues mais en recule l'âge. Prend en compte la pénibilité, mais seulement pour incapacité permanente suite à accident du travail...

2013 : A NOUS D'ECRIRE LA SUITE !!!

Edouard Say (1850-1905), Adolphe Moitié (1851-1934), Georges Hailaust (1870-1953) sont trois photographes amateurs de Loire-Inférieure des premières années de la photographie sur plaque de verre. Tous trois sont membres de la Société nantaise de photographie. Tous trois ont des trajectoires, des techniques et des regards de photographes différents. Leurs collections, qui représentent plus de 2200 images ont été données aux archives départementales. Ces « éclats de verre » sont aujourd'hui mis en lumière et largement restitués. Démarche documentaire, regard esthétique, apport à la connaissance architecturale ou ethnographique, ils invitent à une découverte iconographique-parfois même en relief, grâce à la technique de la stéréoscopie.

ENTREE LIBRE ET GRATUITE.

Renseignements et réservations pour les visites commentées :

Archives. culturel@loire-atlantique.fr ou 02 51 72 93 20.



Culture, idées

6

Éléments de Bibliographie

Henri Alleg revient en France après les accords d'Evian. Dès juin 62 il relance Alger républicain. Mais trois ans plus tard, suite au putsch fomenté par Boumediene contre le président Ben Bella, le journal est interdit et Alleg contraint de quitter l'Algérie.

De 1966 à 1980, il est journaliste à l'Humanité dont il devient secrétaire général, aux côtés de Roland Leroy et René Andrieu. Homme de terrain, commentateur politique, il écrit plusieurs livres-enquêtes dont il faut faire aujourd'hui la recherche...

La guerre d'Algérie en 3 tomes. Editions Messidor. 1981-1982.

Retour sur La Question.

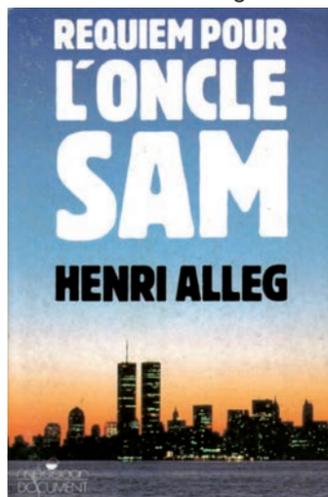
Edition Aden et Le Temps des cerises.

Requiem pour l'oncle Sam - 1991

(réédition Delga 2010).

Le Siècle du Dragon : un reportage et quelques réflexions sur la Chine - 1994 Editions Le temps des cerises

Sans vivre dans la nostalgie des expé-



riences socialistes passées il confiait en 2010. « Moi aussi, j'ai fait le point... Nous devons tirer notre propre bilan de ces expériences historiques, sans se rallier



docilement au discours de ceux qui nous ont toujours combattus ».

Dans *Le grand bond en arrière* - 2010. (réédition Delga / Le temps des cerises), il analyse à travers une suite de reportages, les dérives de la dissolution de la société soviétique dans le « capitalisme sauvage » de l'ère Eltsine.

Henri Alleg militant communiste, journaliste, écrivain ...

« Il portait en lui, avec ses yeux rieurs et doux, une grande fraternité. C'était un juste... aux grandes qualités humaines, à l'exquise bonté ».

Patrick Le Hyaric directeur de l'Humanité.

De son vrai nom Harry Salem, né à Londres le 20 juillet, pendant l'été 1921. Sa famille russo-polonaise, de culture juive fut contrainte de fuir les pogroms et la misère qui faisaient rage encore, au début

du XXème siècle dans l'empire russe. Très vite la décision fut prise de vivre en France où ce fils de tailleur, fait une bonne partie de sa scolarité. A dix huit ans, après avoir passé le Bac à Aix, il embarque à l'automne 1939 à Marseille, à destination d'Alger.

Les fascismes déploient alors leurs hideuses tentacules sur l'Europe, en Italie, en Allemagne, en Espagne... Les départements français d'Algérie sont sous le joug pétainiste. Dès son installation dans cette Algérie « française » monte en lui le refus de la différence de statut, entre les français-européens et les français-algériens, étrangers dans leur propre pays. La violence de cette injustice raciale lui ouvre le chemin du militantisme à la jeunesse communiste clandestine, puis au Parti communiste algérien (PCA).

Le débarquement des forces américaines en 1942 contribue à faire d'Alger la capitale de la France libre. Mais la libération de l'Europe du nazisme en 45 ne libère pas l'Algérie de la domination coloniale française. C'est l'occasion pour Harry de devenir Henry Alleg, faisant de sa plume de journaliste une arme de combat dans les années cinquante pour une Algérie libérée du racisme et de l'oppression impérialiste.

En 1951 il est nommé directeur du quotidien « Alger républicain ». Le journal est maintes fois saisi et censuré, puis interdit en sep-



tembre 1955. Alleg entre en clandestinité. C'est le quotidien l'humanité qui en France publie alors ses articles.

Le 12 juin 1957, en pleine bataille d'Alger, il est arrêté, séquestré par les parachutistes de la 10e DP de Bigeard, sous le commandement du général Massu. Il subit, comme tous ses compagnons d'infortune, tel Maurice Audin, jeune mathématicien communiste qu'on ne reverra jamais, les

tortures des militaires français : coups, humiliation, décharges électriques à « la gégène », supplice de la baignoire...

Depuis le camp de Lodi, où il est détenu il parvient à exfiltrer le récit de ces moments d'effroi, qu'il écrira sur des pages de cahier d'écolier, transmises secrètement à son avocat Léo Matarasso. Des extraits de ce témoignage paraissent dans l'Humanité du 30 juillet 1957, qui est saisie. Le 12 février 1958, Jérôme Lindon directeur des éditions de minuit, publie « la Question », version plus longue, avec une préface de Jean-Paul Sartre. 65.000 exemplaires seront vendus entre le jour de sa parution et le 27 mars, jour de sa saisie. L'éditeur suisse Nils Anderson reprend l'impression et fait passer clandestinement 150.000 exemplaires qui continuent à être diffusés sous le manteau...

Le 15 juin 1960 il est condamné par le tribunal des forces armées à dix ans de travaux forcés. Transféré à la prison de Rennes en 1961, il s'en évade avec la complicité de Gilberte, sa compagne de lutte de toute une vie. En fuite vers la Tchécoslovaquie puis l'Union Soviétique, ses combats continuaient...

Mercredi 17 juillet à l'âge de 91 ans, cet ami, ce camarade nous laisse prendre sa relève... A nous d'en être dignes !

La rentrée de l'Huma Café

Henri Alleg

Lorsqu'il évoquait la guerre d'Algérie, ce n'était jamais pour parler de sa propre expérience. Jusqu'au bout, il a combattu sans relâche le révisionnisme de la droite française toujours prête à exalter les « aspects positifs » de la colonisation qui

pour lui n'était synonyme d'apartheid, d'exploitation, de spoliation.

Lors de ses interventions publiques, il parlait rarement du passé.

En journaliste engagé, attentif aux mouvements du monde, il parlait au présent, dénonçant les zones de non-droit comme Guantanamo où les prisons

secrètes de la CIA aménagées avec les complicités des Etats européens pour pratiquer la torture en toute impunité.

L'Huma café® vous annonce la reprise de ses activités citoyennes :

La première séance de la saison 11 sera dédiée à Henri ALLEG, le grand journaliste qui nous a quittés le 17 juillet, l'homme de courage, l'homme de conviction, l'auteur de La question, témoignage sur la torture subie pendant la guerre d'Algérie.

C'est l'un de ses fils, Jean SALEM, professeur de philosophie à la Sorbonne, qui sera présent et aura carte blanche pour inaugurer cette saison dont le fil conducteur reste

« Quelle humanité voulons-nous être ? »

avec un cycle de débats orientés cette

année vers les biens communs de l'humanité.

Vendredi 20 septembre à 18 h au Salon de Musique du Lieu Unique Nantes

Visite collective et guidée de l'Exposition « En Guerre(s) » au Musée du Château des Ducs de Bretagne.

Une évocation remarquable de Nantes et St Nazaire pendant les 2 guerres mondiales.

Samedi 21 Septembre, en 2 groupes, à 14h

Rendez-vous dans la Cour du Château à 13h45.

Réservation obligatoire auprès de Joëlle REGNIER

20 bis rue Lamoricière 44000 Nantes / joelle.regnierleherisse@orange.fr

Les sénateurs communistes veulent majorer la DGF attribuée aux petites communes. Le groupe communiste (CRC) justifie sa demande de « rééquilibrage » financier en faveur des petites communes par la nécessité de leur octroyer des ressources suffisantes pour assurer des services publics dans des territoires ayant connu un certain rebond démographique. Les 20 parlementaires jugent en effet que, dans un contexte où « **16 millions** de Français et de Françaises vivent aujourd'hui dans une commune comptant moins de 2 000 habitants » et où « les bourgs centres et les petites villes ont donc porté, depuis une quinzaine d'années, une bonne partie de la croissance démographique du pays ».

De l'acte III de la décentralisation, que va-t-il rester aux intercommunalités ? Tandis que de nombreuses communautés d'agglomération et de communes viennent de voter une nouvelle redistribution de sièges, cette question tracasse les élus et les directeurs des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). L'Assemblée des communautés de France (ADCF) a « déploré la scission en trois textes » assurant, fin juin, avant la première lecture du premier texte, que « ce choix fait redouter des risques d'enlisement de ce vaste chantier de réforme et sa perte de cohérence générale ».

Au cœur des collectivités

Rentrée scolaire : des évolutions et encore beaucoup d'interrogations.

Chantal Beyer - Maire adjointe à l'éducation de Montoir de Bretagne -

La rentrée scolaire 2013-2014 sera placée sous le signe de fortes évolutions impulsées par le gouvernement Ayrault et son ministre de l'Education Nationale, Vincent Peillon. Dans ce cadre le « Premier ministre a souhaité réunir à Matignon, à titre exceptionnel, la totalité des recteurs, directeurs académiques et secrétaires généraux d'académie, afin de leur annoncer les orientations prises dans le cadre de la rentrée », justifiait récemment Matignon.

Dossier chaud de cette rentrée, la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires dans les quelque 4 000 communes qui ont choisi de revenir, dès 2013, à la semaine de 4,5 jours d'école – la majorité préférant attendre 2014 –, qui se fait en ordre dispersé. C'était l'une des craintes mises en avant au plus fort de la contestation, début 2013. C'est aussi ce qu'a souligné, le 27 août, le SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, en présentant les remontées du terrain de 2 000 écoles. **Alors qu'à Paris, les 137 000 écoliers ploient sous l'offre – 7 700 ateliers proposés, les mardis et vendredis, dans 662 écoles –, d'autres enfants devront se contenter de peu, selon le SNUipp-FSU, qui a déjà recensé une vingtaine de communes où ce sera "garderie tous les soirs".** Cette préoccupation avait déjà été soulignée par le PCF et ses élus lorsque ceux-ci pointaient dans leurs différentes prises de parole le fait que la qualité de « l'offre » éducative risquait de se faire en fonction des ressources et des choix politiques des collectivités. Ce n'est pas ainsi que les communistes ont défendu la refondation de l'école de la République. La crainte de voir cette réforme des rythmes s'inscrire dans la continuité l'acte III de la décentralisation est toujours vive.



Dans un autre temps le Premier ministre a profité de cette réunion pour annoncer son plan en faveur de la scolarisation des élèves handicapés. **Un dispositif de professionnalisation des 28 000 auxiliaires de vie scolaire pour les enfants handicapés.** Reste en suspens cependant la résolution de la situation des AVS précédemment licenciés sous la mandature précédente.

Enfin, autre annonce majeure cette fois touchant à la question de la formation des professeurs. Entre aujourd'hui et 2025, ce sont 300 000 professeurs qui devront être formés. **Dès cette rentrée, 30 Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) vont ouvrir leurs portes :** "elles ne dispenseront pas seulement un enseignement académique mais aussi un enseignement professionnel", a ajouté le Premier ministre qui souhaite développer l'innovation pédagogique. Cette phase de formation avait été supprimée sous Sarkozy lors de sa réforme de la masterisation qui avait vu disparaître les fameux IUFM.

Cette rentrée scolaire sera fera donc de manière hétéroclite sur la question des rythmes scolaires avec des craintes bien évidemment présente plus que jamais dans l'esprit des familles sur l'instauration d'une école à deux vitesses. Par ailleurs des annonces de progrès ont eu lieu en faveur de la scolarisation des enfants handicapés et de la formation des professeurs. **La vigilance et la voix des communistes dans ce contexte difficile comptera plus que jamais pour défendre un service public national de l'éducation** permettant à chaque enfant de se construire et de s'émanciper à l'école !

Congrès de l'A.R.F
Région Pays de la Loire

Plus de 5 millions de Français sont au chômage ou en situation de sous-emploi. La crise heurte en particulier les territoires qui étaient déjà fragilisés par les dérèglementations successives et le désengagement de la puissance publique, et épargne relativement les « gagnants » de la mondialisation, accentuant les fractures territoriales et mettant à mal le pacte républicain. Face à ce constat, le gouvernement, loin de rompre avec les orientations qui ont conduit à cette situation, souhaite mettre en place avec l'Acte III de la décentralisation une organisation institutionnelle entièrement dédiée à la recherche de compétitivité, ceci dans un contexte marqué par la volonté d'associer les collectivités à la réduction de la dépense publique. **Les régions, pivots de l'action publique en matière de développement économique, seraient en première ligne dans cette nouvelle étape de mise en concurrence des territoires. Les élus régionaux progressistes souhaitent, dans cette période, trouver les moyens d'affirmer une autre vision qui placerait au cœur la solidarité nationale par des politiques publiques volontaristes et coordonnées en faveur de l'emploi.** Ce sera tout l'enjeu du 9ème congrès de l'association des régions de France (A.R.F) se déroulant à Nantes les 19 et 20 septembre 2013.

Les élus communistes et républicains de la région pays de la Loire auront à cœur de mettre en débat à cette occasion leur vision de la démocratie dans les territoires à rebours des logiques de compétition portées par l'actuel gouvernement mais aussi de présenter les diverses avancées portées lors de leur mandat. Un exemple fort est bien entendu celui de la conditionnalité des aides aux entreprises basée sur le principe du "mieux disant social et environnemental", grâce

notamment à une charte portant sur le respect des principes de développement durable ainsi que sur l'information et les droits des salariés. **La conditionnalité des aides sous l'impulsion des communistes a ainsi été une préoccupation majeure de la Région qui souhaite désormais avancer dans le sens d'une intégration globale et renforcée de la conditionnalité économique, sociale et environnementale pour l'ensemble de ses politiques sectorielles.** Une Commission régionale d'évaluation et de suivi des aides publiques régionales (CRESA) a été installée en mai 2009 à cette fin où siège P. Denis. Elle est composée de conseillers régionaux, de représentants des organisations syndicales de représentants des fédérations professionnelles, etc. La question de l'investissement au service des populations sera également abordé notamment sous l'angle du transport ferroviaire, la Région étant Autorité Organisatrice de Transport. L'exemple de l'ouverture de la ligne de tram-train Nantes Chateaubriant pourra être un bon angle de discussion pour démontrer que face à l'austérité d'autres voies sont possibles, celles de l'investissement, de l'innovation et du progrès. Une fois encore cette grande rencontre sera l'occasion pour les communistes de faire valoir leur politique et leur vision des Régions pour demain.



Près de vous

Onze associations d'élus s'engagent sur « la nouvelle donne des politiques culturelles »

Intitulé « les 15 engagements des associations de collectivités territoriales face à la nouvelle donne des politiques culturelles », la déclaration commune de 2013 affirme, en préambule, la « nécessité » d'adapter les politiques culturelles « à de très profondes mutations tant sociétales, que politiques, technologiques et artistiques, dans un contexte de contraintes budgétaires durables. **« Selon les signataires, l'édification d'une « réelle démocratie culturelle » impose des « réponses nouvelles », faute de quoi, les « responsabilités des collectivités territoriales vis-à-vis de l'art et de la culture » risqueraient « la marginalisation. »** En matière d'éducation artistique et culturelle, la déclaration d'Avignon 2013 pose deux priorités pour sa généralisation : ne pas se substituer à l'Etat et ne pas « accepter un transfert de responsabilité », les élus craignant dans ce cas un creusement des inégalités territoriales.

Rentrée scolaire toujours ...

Lors du dernier conseil Municipal Nantais avant l'été les élus communistes ont pu s'exprimer sur le Contrat Éducatif Local (C.E.L). Nos élus ont pu rappeler leur positionnement plaçant les intérêts de l'enfant comme priorité dans la mise en place de ces politiques publiques. Marie-Annick Benâtre a ainsi pu rappeler que « Nous souhaitons que le dialogue, déjà bien engagé, puisse se poursuivre afin que la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires dès la rentrée de septembre se fasse dans des conditions optimales. **Nous voulons dire que nous partageons l'idée de réorganiser le temps scolaires en 9 demi-journées revenant ainsi sur la réforme Sarkozy tout en demandant avec rigueur une réelle refondation de l'école.** Car nous savons que la réforme des rythmes scolaires ne règle pas à elle seule le malaise important que connaît l'éducation Nationale ».

Chefs de file Municipales 2014

Les communistes sont en marche pour la campagne des élections Municipales à venir. Connaissant l'importance de politiques communales porteuses de progrès pour les populations plusieurs sections ont d'ores et déjà désigné leur chef de file. A St Nazaire c'est ainsi Y. Renevot qui a été désigné et à Nantes Marie Annick Benâtre et Aymeric Seassau.



Ouvrons-là

Face à la précarité et au chômage des jeunes, renforçons notre système de protection sociale !



Le gouvernement s'engage dans une nouvelle réforme des retraites. Elle prévoit un allongement de la durée de cotisations à 43 ans en 2035 et une hausse des cotisations salariales. Pour ce qui est des pseudos avancées de cette réforme comme le rachat de trimestre pour les étudiants ou l'instauration d'un compte pénibilité elles sont en fait très partielles dans le cas de la pénibilité et rendues inaccessibles dans le cas des rachats de trimestre à une bonne partie des jeunes et étudiants vu leur coût. Nous, organisations de jeunesse, syndicales, politiques ou associatives avons décidé de se réunir en collectif pour faire entendre un message : **les jeunes refusent une réforme qui se traduirait par un allongement de la durée de cotisation, une baisse des pensions et une prise en compte partielle de leurs années d'études.**

Alors que l'accès au premier emploi est de plus en plus tardif, 29 ans l'âge moyen d'accès au premier emploi stable et que la précarité est la norme, et tout particulièrement pour les femmes, allonger la durée de cotisation est pour nous le signal inacceptable qu'il ne faudra plus compter sur un système de retraites solidaire qui garantisse une protection de haut niveau. Cette mesure est d'autant plus incompréhensible qu'elle allongerait encore les files d'attentes à Pôle Emploi en maintenant des salariés plus âgés en activité. C'est pourquoi nous refusons tout allongement de la durée de cotisation et revendiquons un système de retraite par répartition qui prenne en compte les évolutions de notre société.

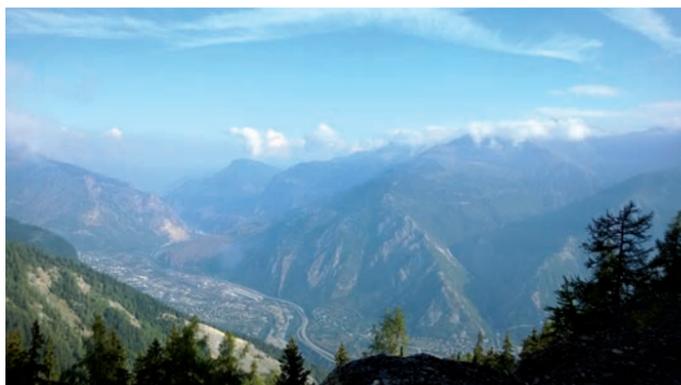
Nous, organisations de jeunesse, syndicales, associatives, politiques, serons à l'initiative dans les prochains mois pour porter la voix des jeunes et appelons à la mobilisation le 10 Septembre. Nous n'accepterons pas un nouveau recul de nos droits. Nous appelons les jeunes à se mobiliser pour se faire entendre du gouvernement. **Il ne peut y avoir de réforme au nom des jeunes sans les jeunes !**

SIGNATAIRES : JEUNES COMMUNISTES, PARTI DE GAUCHE, S.E.N, SOLIDAIRES, U.N.E.F, UNION ETUDIANTS COMMUNISTES.

En bref

Universités d'été des 30, 31 août et 1^{er} septembre aux Karellis

Pour la troisième année consécutive la Savoie a accueilli les débats de haute altitude des 800 communistes présents.

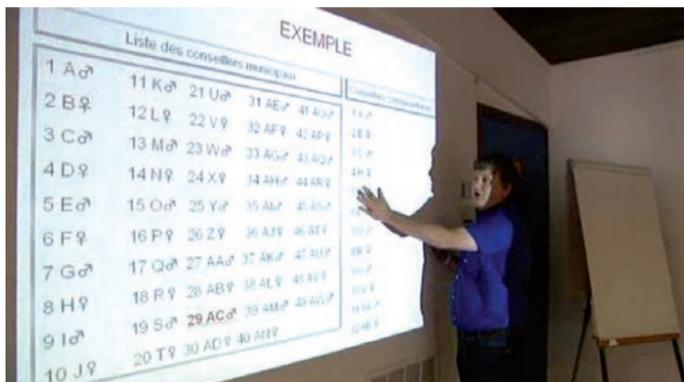


La lutte politique, les changements concrets que nous devons mettre en place pour le bien de tous nécessitent tout à la fois le travail théorique et le partage des expériences.

La tenue d'exposés sur la culture, musique et poésie en tête, sur les sciences et techniques, physique et astronomie par exemple, démontrent la volonté de partage du savoir des communistes.

Les enjeux d'actualité, telles la réforme des retraites, l'implication des travailleurs dans les entreprises pour un renouveau industriel ou encore la recherche d'une alternative pour l'Europe ont également été abordés.

Enfin, les ateliers portant sur l'animation du Parti et les propositions de progrès à porter dans nos communes ont maillé l'évènement au travers de la politique du logement à Saint Denis ou encore des expériences de budgets participatifs dans la ville de Grigny.

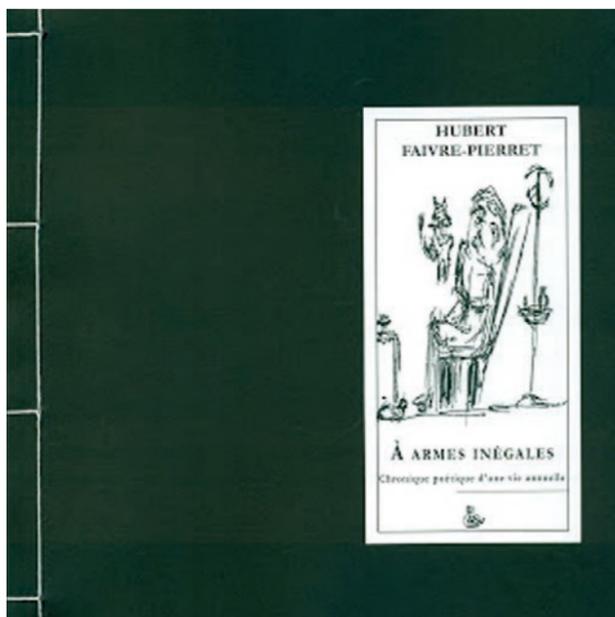


Pierre Laurent, sur la tribune, est intervenu devant une plénière enthousiaste. L'appel à une politique de paix contre une politique du pire en Syrie a récolté les applaudissements de la salle tout comme l'affirmation que les communistes ne dépendent de personne pour décider des formules à adopter lors des élections municipales.

Une université d'été salubre pour préparer les combats de la rentrée et affronter les échéances à venir, dont les élections européennes qui feront l'objet, d'ici quelque mois, d'une convention pour l'Europe au sein de notre parti.

Vite lu...

Littérature



Notre camarade Hubert FAIVRE PIERRET, vient de publier son 4^{ème} ouvrage. Il s'agit d'une **chronique poétique d'une vie annuelle** intitulée « **A armes inégales** ». Le livre est un recueil de poèmes et de textes en prose évoquant l'année qui s'écoule et la vie qui fait de même.

Relié à la chinoise, il est publié par les éditions du petit véhicule et vendu en librairie au prix de 18 euros.

Nécrologie

Nous avons appris cet été la disparition de Marguerite GUYOMAR'CH, militante communiste de la section de Nantes. Nous présentons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdo Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



L'agenda

Jeudi 5 septembre : Réunion du Conseil départemental à 18H30 au siège de la fédération.

Samedi 7 septembre : Commémoration de la mort de Jean DE NEYMAN à 16H

devant la stèle dans le parc de l'hôpital d'Heinlex à St Nazaire.

Lundi 9 septembre : Réunion de l'exécutif de la section de Brière à 18H30, salle de l'ancienne Mairie à Montoir de Bretagne.

Mardi 10 septembre : Mobilisation contre le projet de réforme des retraites.

Manifestations à 10H30 à Ancenis, Châteaubriant, Nantes et St Nazaire.

Vendredi 13, Samedi 14 et Dimanche 15 septembre : Fête de l'Humanité au Bourget.

Jeudi 19 septembre : Fête des retraités CGT au parc de la Bégraisière à St Herblain.